



**ENGAGÉES  
AU QUOTIDIEN**

## **Déclaration FSU CDEN 21 novembre 2023**

Ce CDEN exceptionnel se tient un peu plus d'un mois après l'assassinat de notre collègue, professeur de français, Dominique Bernard, victime d'un acte terroriste commis dans la cour de son lycée par un ancien élève radicalisé. Toutes nos pensées vont une fois encore à ses proches ainsi qu'aux proches du professeur d'EPS et des deux agents de la région grièvement blessés. Nous adressons également de nouveau tout notre soutien à l'ensemble de la communauté éducative de la cité scolaire Gambetta Carnot meurtrie par ce drame. Si le temps passe et qu'une actualité en chasse une autre, nous ne devons jamais oublier que l'école publique et laïque est devenue la cible de tous les obscurantismes qui ne tolèrent pas son rôle émancipateur.

Comme il y a 3 ans, après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géo tué parce qu'il faisait son métier, de nombreuses femmes et hommes politiques se sont empressés d'exprimer leur soutien à la communauté éducative et de réaffirmer le rôle essentiel de l'école comme rempart contre l'obscurantisme. Mais il ne suffit pas de convoquer l'idéal de l'école de la République. La FSU demande des actes forts pour renforcer l'école en lui donnant les moyens y compris matériels et humains de réduire les inégalités, de permettre à tous les élèves de progresser et de trouver leur place à l'école pour réussir.

L'amélioration de la sécurité des établissements scolaires est bien sûr une nécessité. Nous sommes intervenus dans les instances spécifiques, dont les FS SST, pour signaler un certain nombre de dysfonctionnements matériels. A ce jour, certains établissements connaissent toujours des problèmes de sécurisation ( nous vous ferons remonter les situations portées à notre connaissance). Par ailleurs, des collègues nous signalent dans l'Arrageois un problème persistant y compris lors de la réunion parents /professeurs .

Il faut prendre en compte la colère, après la sidération et la douleur, qui s'exprime chez les personnels parce que le sentiment est fort d'être abandonnés par l'Institution à force de réductions de postes, de toujours moins de personnels qualifiés dans les écoles, les établissements et les services.

Ce que nos collègues attendent de la part de notre institution, c'est du soutien et de la reconnaissance, et à tous les niveaux.

Personnels et représentants syndicaux doivent être associés aux enquêtes- diagnostics. Les personnels doivent être associés aux réflexions sur la sécurisation des bâtiments scolaires dans les CHS du second degré, et lors d'un temps spécifiquement dédié, et sur le temps de travail, pour le premier degré. Nous sommes conscients que le risque zéro n'existe pas mais la sécurisation des lieux de travail doit être partout mise en œuvre pour minimiser les risques professionnels, mais cette nécessité de garantir la sécurité de la communauté éducative ne doit pas donner lieu à une fuite en avant sécuritaire qui conduirait à une bunkerisation des écoles et établissements. Elle ne doit pas non plus éclipser la question de l'amélioration des conditions d'enseignement et des conditions de travail pour améliorer le niveau de l'ensemble des élèves.

Une réflexion doit également être menée rapidement, avec les représentant-es des personnels, au sujet des remises en cause de la laïcité dans quelques écoles de notre département. Ces atteintes doivent être prises en compte avec tout le sérieux nécessaire sans volonté de minimisation ni non plus de surinterprétation et les réponses adéquates apportées.

Nous alertons également sur la multiplication de mises en cause d'enseignants dans l'exercice de leur mission de transmission des savoirs dans le cadre des programmes nationaux, en particulier via l'entrisme de Parents Vigilants dans certains conseils d'école ou conseils d'administration. Nous demandons la garantie d'un soutien indéfectible de l'institution aux personnels qui sont ou seraient à l'avenir mis en cause.

Le temps n'est pas à la polémique ni aux analyses à l'emporte-pièces, mais bien à un sursaut citoyen. Car aujourd'hui, en 2023, l'école n'a plus les moyens pour lutter seule contre les dérives orwelliennes de notre société, où les mots perdent leur sens, où la vérité est taxée de fake news et inversement, où les symboles républicains (liberté, égalité, fraternité) ont été vidés de leur sens. La FSU, tout en rappelant son attachement indéfectible à la laïcité, s'inquiète des répercussions et des récupérations politiques que cet acte ignoble a eu, a, et aura dans notre département.

Enfin, nous profitons de ce CDEN exceptionnel pour alerter sur les conséquences des inondations qui affectent la communauté éducative du Pas-de-Calais. Des personnels ont tout perdu ou presque et ils ne savent pas comment ils vont pouvoir faire face dans les semaines et les mois qui viennent. Nous sommes également très inquiets pour les élèves. Sans habitation, hébergés dans de la famille parfois éloignés, le risque de décrochage est important notamment pour les familles déjà précarisées. Nous demandons des moyens matériels et humains spécifiques pour venir en aide à ces personnels et ces élèves.